

VARIATIONS SUR LE NUCLÉAIRE...

Dans «L'Espoir» du 27-11-77, Louis Dorlet, qui se veut anarcho-syndicaliste me prend à partie à propos d'un article publié, sous ma signature, dans «L'Ouest-Syndicaliste» de juin 1977.

Dans cet article (1) qu'afin d'informer complètement nos lecteurs, nous reproduisons intégralement dans ce numéro de «L'Anarcho-Syndicaliste», je dénonçais un certain nombre d'idéologies mystificatrices au nom desquelles la bourgeoisie tente de masquer les vrais problèmes qui se posent effectivement en termes d'antagonismes de classes.

Louis Dorlet qui me reproche de procéder par affirmation n'hésite pas quant à lui à affirmer: «*En réalité, Alexandre Hébert est devenu, depuis pas mal de temps, un opportuniste qui utilise un camouflage, qu'il croît habile, pour ne pas perdre complètement la face. C'est un confusionniste qui est bien à sa place dans le milieu où il s'agite*».

Qu'est-ce à dire camarade Dorlet? Tu sembles me reprocher «*le milieu où je m'agite*». Peut-être préférerais-tu me voir à la C.G.T. ou à la C.F.D.T.

Je suis d'autant plus enclin à le penser que lorsque tu écris: «*Dans ce domaine, notre vigilant syndicaliste révolutionnaire met le paquet, il en oublie de faire son numéro anticommuniste habituel, puisqu'il reprend à son compte tous les poncifs du P.C.F. sur cette question*», tu reprends contre moi l'accusation «*d'anticommunisme*».

Or, tous ceux qui me connaissent savent que je n'ai jamais été «*anticommuniste*» mais depuis longtemps un anti-stalinien, mais il est vrai que ton propos indique clairement que pour toi, les staliniens du P.C.F. seraient demeurés des communistes!...

Il est non moins vrai qu'aujourd'hui, au nom de l'euro-communisme et du compromis historique, le P.C.F. reprend à son compte le «*socialisme autogestionnaire*» et la condamnation de la «*société de consommation*» chère aux révérends Pères de la C.F.D.T.

Enfin, je remarque que dans la longue citation que tu fais de mon article, tu censure le passage suivant: «*Il faut remarquer que le C.E.R.E.S., tendance du parti socialiste, animée par M. Chevènement est associé à la campagne antinucléaire. Or, M. Chevènement et son ami Antoine Sanguinetti se prononcent pour la «force de frappe», autrement dit pour une éventuelle utilisation de la bombe atomique... comprenez qui pourra!*».

Faut-il en conclure qu'entre «*anti-nucléaires*» on se doit certains égards?

Certes, le milieu (réformiste) dans lequel «*je m'agite*» n'est pas exempt de défauts, mais c'est celui des travailleurs organisés dans les syndicats qu'ils ont construits pour la défense de leurs intérêts, c'est mon milieu, celui de ma classe, et pour ne rien cacher, je préfère militer dans les syndicats réformistes plutôt que de participer aux messes des grands prêtres de l'idéologie anti-nucléaire.

Par ailleurs «*l'anarcho-syndicaliste*» Dorlet semble me reprocher d'être un «*militant syndicaliste qui joue au pur révolutionnaire juché sur le moteur de l'histoire: l'indéfectible lutte des classes*», et le fait d'avoir constaté que dans les pays développés, la consommation d'énergie électrique doublait tous les dix ans me vaut l'interrogation suivante: «*Et la lutte des classes, toi qui en a plein la bouche habituellement, qu'en fais-tu? Doit-on considérer que la réconciliation des classes antagonistes s'opère par ce doublement de la consommation d'électricité tous les dix ans?*».

(1) La Roue de l'Histoire.

Je répondrai très calmement à Dorlet que je ne pense effectivement pas que le doublement de la production d'énergie électrique (en admettant que la société capitaliste soit capable de la réaliser) mette un terme à la lutte des classes.

Mais il me semble nécessaire de se mettre d'abord d'accord sur ce qu'on entend par lutte des classes.

En ce qui me concerne, je n'assimile pas la lutte des classes à la lutte du diable et du Bon Dieu. Dorlet et ses amis «*anarcho*» me reprochent «*la soumission à un sens de l'histoire économiste et productiviste*».

Je lui donne acte que j'adhère à une conception matérialiste de l'histoire. Je ne crois pas que les «*idées mènent le monde*» et selon moi la lutte historique de la classe ouvrière pour son émancipation ne résulte pas d'une conception idéale du monde mais de la place qu'elle occupe dans le processus de production des biens matériels nécessaire à l'humanité pour sa survie.

Certes, les canuts avaient raison de se révolter contre l'exploitation dont ils étaient victimes, mais ils avaient tort de vouloir briser les machines.

Ce débat est un débat important. Je ne crois pas au mythe du paradis perdu et je ne crois pas non plus au «*grand soir*» au lendemain duquel l'Humanité se réveillerait libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il est vraisemblable que le processus révolutionnaire sera long et contradictoire marqué de révolutions et de contre-révolutions.

Les théories gauchistes auxquelles Dorlet semble adhérer ont une logique. Elles aboutissent à condamner tout progrès parce que s'inscrivant dans la logique de la société capitaliste.

Alors fallait-il avec M. Thiers condamner les chemins de fer sous prétexte qu'ils ont effectivement contribué à un formidable essor de l'économie de profit?

Fallait-il sous prétexte que l'Ecole publique de Jules Ferry (qui était par ailleurs un affreux bourgeois colonialiste) répondait effectivement aux besoins de l'économie capitaliste condamner le droit à l'instruction revendiqué par les travailleurs et plus précisément par les anarchistes? Certains ont déjà répondu à cette interrogation et ont élaboré la théorie de l'enseignant-flic débouchant sur une apologie de l'obscurantisme considéré comme révolutionnaire.

Autrement dit, et si l'on suivait tous ces «*philosophes*» gauchistes «*à la recherche de leur identité*», qui ont notamment depuis 1968 abondamment discoursé sur le régionalisme, la société de consommation, l'urbanisme aliénant et autres trouvailles plus ou moins géniales, il faudrait, en attendant la révolution (avec un grand R) quasiment se réfugier dans le NIRVANA.

Avec de telles théories, le camarade Dorlet me semble terriblement éloigné et de l'anarchisme et du syndicalisme.

Plutôt qu'à la C.N.T., je le verrais mieux à Katmandou ou dans les ordres contemplatifs.

Il est vrai que la C.N.T. française...!

Alexandre HÉBERT.

LA ROUE DE L'HISTOIRE...

(publié dans «*L'Ouest-Syndicaliste* » de juin 1977)

C'est près du Rhône, à deux lieues de Valence, au petit bourg d'Étoile, que pour la première fois la province est abjurée: quatorze communes rurales du Dauphiné s'unissent entre elles et se donnent à la grande unité française (29 novembre 1789).

MICHELET. *Histoire de la Révolution Française.*

Autour des années 34-36, les partis de droite, on disait alors les «*ligues factieuses*», menaient leur combat au nom de la «*France aux Français*», ce qui conduisait leurs partisans à vociférer «*A bas les mètèques*» tant il est vrai que le nationalisme conduit au racisme et à la xénophobie.

A la même époque, les partis ouvriers - il en existait encore - depuis progressivement ils sont devenus des partis «*se réclamant de la classe ouvrière*» pour, finalement se muer en «*partis populaires*» - défendaient les principes de l'internationalisme ouvrier. Il est vrai que, quelques années plus tard, le P.C.F. fondait le «*Front National*» dont la fière devise était «*France d'abord*» qu'ils opposaient au «*Deutschland aber alles*» (L'Allemagne au-dessus de tout!) des nazis.

Quarante ans plus tard, en l'an de grâce 1977, il n'existe pratiquement plus d'hommes de droite... Ils sont tous devenus «*de gauche*». Il faut croire que cette mutation nécessaire laborieuse ne les a pas grandis mais plutôt rapetissés. Aujourd'hui les hommes de droite... pardon! de gauche formés dans les diverses officines du parti catholique - qui, soit dit en passant, demeure leur véritable parti - n'exigent plus la «*France aux Français*» mais «*La Bretagne aux Bretons*», «*La Corse aux Corses*», «*L'Occitanie aux Occitans*» et, si j'en crois une récente émission radiophonique «*La Guyane aux Guyannais*». Autrement dit et si on se réfère à Michelet, ils auraient pris deux siècles de retard.

Depuis quelques années, la petite bourgeoisie et une partie de la paysannerie se sont senties, tout à coup, devenir révolutionnaires. Il faut reconnaître, qu'en 1977, «*révolutionnaire*» sonne mieux que «*réactionnaire*», mais n'en déplaît à ces messieurs, si on s'en tient au sens des mots tous ces fougueux croisés du «*régionalisme*», de «*l'écologie*» ou de la «*lutte contre le nucléaire*», non seulement ne sont pas des révolutionnaires mais bel et bien des réactionnaires, c'est-à-dire des gens qui «*s'opposent aux modifications politiques et sociales rompant avec les principes traditionnels et tentent de faire revivre les institutions du passé*».

De tous temps les réactionnaires ont opposé leurs «*certitudes*» à «*l'aventurisme*» des novateurs. Politiquement, ils spéculent sur la crainte du changement et ont tout naturellement tendance à opposer aux dures réalités de la vie sociale à laquelle l'homme est condamné, le mythe du «*paradis perdu*» ce qui les conduit à idéaliser le passé et à opposer la «*bonne nature*» aux activités démoniaques de l'homme.

Dans certains milieux gauchistes où la logique de ces conceptions est poussée jusqu'au bout, il est de bon ton de vitupérer la «*société de consommation*» qui est, comme chacun sait, aliénante et de réhabiliter le moyen-âge considéré quasiment comme l'âge d'or.

Tout ceci est à proprement parler grotesque et ne nécessite guère qu'on s'y arrête.

LE NUCLEAIRE OU LA PEUR DE L'AN MIL:

Par contre, la campagne «*contre le nucléaire*» pose des problèmes infiniment plus sérieux.

Cette campagne s'appuie sur le traumatisme causé par la découverte et l'explosion de la bombe atomique. Elle tend à interdire à l'E.D.F. (société nationalisée) d'utiliser l'énergie nucléaire pour fabriquer l'électricité dont nous avons besoin. Il faut remarquer que le CERES, tendance du parti socialiste, animée par M. Chevènement est associée à la campagne anti-nucléaire. Or, M. Chevènement et son ami Antoine Sanguinetti se prononcent pour la «*force de frappe*», autrement dit pour une éventuelle utilisation de la bombe atomique... comprenez qui pourra!

Dans un pays comme la France, sous peine de voir radicalement remises en cause nos conditions matérielles d'existence, il faut, dans les dix ans doubler la consommation d'énergie électrique. Un tel taux de croissance exige impérieusement une diversification des ressources énergétiques, le temps n'est plus où on pouvait naïvement imaginer que la «*houille blanche*» (aujourd'hui certains nous parlent de «*l'énergie solaire*») suffirait à couvrir les besoins. Or, dans l'état actuel de nos connaissances, seule l'utilisation de l'énergie nucléaire permet de faire face à l'accroissement de la consommation de l'énergie électrique sans laquelle il faudrait nous résigner à revenir à des conditions de vie moyenâgeuses.

Reste le problème de la pollution. Toute activité humaine se fait au détriment de l'environnement et d'une certaine manière «*pollue*».

Les adversaires du nucléaire admettent comme normal l'utilisation de combustibles comme le charbon, le fuel ou... les ordures ménagères. Or, contrairement à ce qu'ils avancent, l'utilisation de ces divers combustibles est infiniment plus dangereuse et plus polluante que l'utilisation du nucléaire.

On aimerait que tous ces infatigables marcheurs, intrépides adeptes du «*sitting*» et enfonceurs de «*portes ouvertes*», qui brandissent l'épouvantail du nucléaire et qui, par, ailleurs, pleurent sur la fermeture des mines de charbon, aient une toute petite pensée pour les millions et milliers de mineurs morts ou mutilés des suites d'accidents de la mine et de la silicose. Peut-être pourraient-ils également penser à tous ceux qui ont vu leurs poumons irrémédiablement détruits par les fumées des usines dont les chaudières étaient alimentées au charbon ou au fuel.

Bien entendu, cela ne veut pas dire qu'il ne faille sous-estimer dans les centrales nucléaires OU AILLEURS les problèmes de sécurité et on peut considérer qu'une des tares du capitalisme est précisément d'avoir délibérément sacrifié la santé et la vie des hommes aux nécessités de la recherche du profit. C'est d'ailleurs pourquoi il nous semble indispensable que la production d'énergie d'origine nucléaire échappe au secteur privé et soit maintenue au secteur nationalisé où les règles de sécurité sont finalement mieux observées.

Mais, en dernière analyse, le problème n'est pas là.

Par les thèmes qu'ils développent, les antinucléaires et autres écologistes fournissent un alibi au système capitaliste incapable de maintenir le développement des forces productives. Avec les campagnes, les actions qu'ils organisent, ils proposent un substitut au processus de la lutte des classes qui demeurent, ne leur en déplaise, le véritable moteur de l'histoire.

Ce faisant, ils ne peuvent faire autre chose que de nous proposer de tenter de *«faire tourner la roue de l'histoire à l'envers»*, ce qui les condamne, en dépit des falsifications ou des maquillages dont ils usent, à finalement apparaître pour ce qu'ils sont véritablement: DES REACTIONNAIRES!

Alexandre HÉBERT.
